

Lundi 19 octobre 2020, Montreuil

Le Parlement européen et le Conseil de l'UE en passe de condamner l'avenir de notre agriculture

Entre le 20 et le 23 octobre, le Parlement européen et le Conseil de l'UE voteront la réforme de la Politique Agricole Commune qui déterminera l'évolution de notre agriculture et de notre alimentation jusqu'en 2027. Les défis à relever pour sortir notre modèle agricole de la crise sont nombreux. Mais face au conservatisme du Conseil de l'UE et à l'ambition vacillante du Parlement européen, la plateforme Pour une autre PAC met en garde sur les conséquences irrémédiables que pourraient avoir leurs décisions sur notre quotidien et invite particulièrement à rejeter toute réforme de la PAC qui n'en porterait que le nom.

Si rien ne change, le modèle agricole français ira dans le mur.

Tous les chiffres le montrent, nous vivons aujourd'hui une crise majeure de notre agriculture qui impacte tout notre quotidien. Nos fermes disparaissent par centaines chaque semaine, le nombre d'insectes a diminué de 70% en 30 ans alors que nous augmentons l'utilisation de pesticides dans nos champs, l'industrialisation de l'élevage est en marche forcée, 8 millions de français-es font appel à l'aide alimentaire chaque année, 1/4 des paysan·nes vivent sous le seuil de pauvreté alors que les entreprises de l'agro-industrie ne cessent de s'enrichir et nos exportations à bas coût font également subir les conséquences de notre modèle industriel aux paysan·nes du Sud. Les défis à relever sont nombreux. Sans évolution dans les prochaines années, il sera trop tard pour :

- Assurer le renouvellement générationnel et permettre aux paysan·nes d'accéder à un revenu digne et décent
- Empêcher la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité, mais aussi reconquérir la qualité des eaux, des sols et de l'air
- Renouer le lien avec les citoyen·nes et répondre à la demande croissante des consommateur·rices pour les circuits courts, le bio, le local, le bien-être animal et l'éthique

A la veille du vote de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), l'opportunité est donnée à l'Union européenne de changer de cap et de faire en sorte que près d'un tiers du budget européen cesse d'encourager l'industrialisation de notre agriculture pour se mettre au service de la souveraineté alimentaire de l'UE et des territoires, de la redistribution des aides entre paysan·nes et productions et de la transition agroécologique. Malheureusement, ni le Conseil de l'UE, ni le Parlement européen, ne semblent vouloir aller dans cette direction. Alors que les deux institutions sont sur le point de voter la réforme, *Pour une autre PAC* met en garde sur les conséquences irrémédiables que pourraient avoir leurs décisions.

Entre le conservatisme du Conseil de l'UE et l'ambition vacillante du Parlement européen sur la réforme de la PAC, l'heure n'est pas à l'optimisme.

Au sein du **Conseil de l'UE**, la position finale des ministres de l'agriculture des États membres sur la réforme de la PAC sera **votée demain 20 octobre** et constituera le mandat de négociation du Conseil pour les trilogues. Traditionnellement très conservateur sur les questions agricoles, le Conseil défend avant tout la compétitivité et la productivité. Sa position sur cette réforme de la PAC ne fait pas exception et apparaît même, dans un contexte de crise agricole majeure, encore plus rétrograde et en déconnexion totale avec les attentes des

citoyen·nes européen·nes. Toute amélioration de la PAC est ainsi soigneusement évitée. En effet, le Conseil conforte notamment le principe des paiements de base à l'hectare qui accaparent aujourd'hui la plus grande part du budget de la PAC, et ne souhaite encourager ni le bien-être animal, ni la conversion à l'agriculture biologique. Pire, il envisage même des reculs par rapport à la PAC actuelle, comme par exemple, la fin du caractère obligatoire du paiement redistributif pour les États membres n'appliquant pas le plafonnement, ou une baisse de 10% de budget pour la mesure verte du 1^{er} pilier. Si la France a défendu une position globalement meilleure que la majorité des États membres durant les négociations, elle s'aligne au bout du compte sur un consensus au rabais.

Au **Parlement européen**, les négociations sur la PAC auront connu un processus inédit. Après des débats en plénière mardi 20 octobre au matin, le vote de la réforme se déroulera sur plusieurs jours, entre mercredi 21 et **vendredi 23 octobre**, les résultats sur les votes finaux étant attendus à 17h30. Les eurodéputés vont voter sur plus d'un millier d'amendements, émanant d'un compromis entre les groupes politiques du PPE, de Renew et du S&D, mais également des autres groupes politiques, des commissions COMAGRI et COMENVI, etc. Il est à noter qu'un amendement de rejet de la proposition de règlement de la Commission européenne sur les plans stratégiques (déclinaisons de la PAC au niveau national) sera le premier des amendements soumis au vote, lui demandant ainsi de proposer un nouveau texte.

Si le Parlement européen observe globalement une position plus progressiste que le Conseil, le compromis principal entre groupes politiques est loin de l'ambition attendue. Il peine à donner un cap clair à la prochaine PAC : focalisé sur l'architecture environnementale, il reste muet sur des enjeux majeurs tels que le renouvellement générationnel ou la souveraineté alimentaire. Même sur l'environnement, il est insuffisant pour engager massivement l'agriculture européenne dans la transition agroécologique. Ce compromis a toutefois pour mérite d'offrir aux États membres des outils intéressants comme la possibilité d'agir sur le bien-être animal dans les deux piliers, ou celle d'aides à la transition incitatives et non plus seulement basés sur une logique de compensation des surcoûts.

Pour une autre PAC demande l'engagement de nos élu·es en faveur d'une agriculture plus juste, plus durable et cohérente.

Aujourd'hui, les demandes de *Pour une autre PAC* ne font pas seulement écho aux attentes des citoyen·nes français·es mais rejoignent les revendications de plus de 400 organisations européennes réunies au sein du mouvement *Good Food Good Farming* qui porte le projet d'une agriculture paysanne et biologique commune à l'ensemble des États membres de l'UE. Nous attendons donc de nos élu·es européen·nes qu'ils aient le courage de porter un changement de système incontournable si nous souhaitons répondre aux attentes citoyennes et réparer les dégâts causés par notre modèle agricole actuel sur l'environnement, le bien-être animal, la santé publique, les paysan·nes au Nord comme au Sud, ou encore sur la démocratie alimentaire.

Concrètement, *Pour une autre PAC* appelle, d'une part, les eurodéputé·es à manifester dans leurs votes leur refus d'une réforme de la PAC qui n'en porte que le nom, pour que le Parlement européen joue pleinement son rôle de défense de l'intérêt général européen face au Conseil et à la Commission dans la suite du processus. À cet égard, nous les invitons en particulier à voter en faveur de l'amendement de rejet, qui sera soumis à la plénière du Parlement européen mercredi matin. D'autre part, *Pour une autre PAC* demande au gouvernement français, pour la déclinaison nationale des règlements dans son Plan Stratégique National, d'oser aller au-delà de la ligne de base minimale qui sera obligatoire pour les États membres.

En savoir plus : www.pouruneautrepac.eu et sur [@pouruneautrepac](https://twitter.com/pouruneautrepac)

Contacts presse

Sophie FREDERIC

☎ +33(0)620 341 216

✉ sophie@terremajeure.com

Valérie LESEIGNEUR

☎ +33(0)668 803 735

✉ valerie@terremajeure.com